

## Burundi : Fraude aux élections de 2020, selon des chercheurs contraints à l'anonymat

La Libre Belgique, 4 mai 2021 Burundi : les preuves de la fraude lors de la présidentielle de 2020 La Libre Afrique.be a reçu les résultats d'un travail effectué, durant quelque six mois, par des chercheurs burundais sur la présidentielle mai 2020 dans leur pays. Cependant, ils sont contraints de garder l'anonymat en raison de la répression au Burundi ; nous nous contentons donc d'être leur relais vers le public, en attendant un retour de la liberté d'expression. Leur conclusion est sans appel : il y a bien eu fraude lors de cette élection, qui a permis au général Evariste Ndayishimiye d'accéder à la Présidence. Voici leur démonstration.

Au Burundi, qui dit élections dit CENI (Commission électorale nationale indépendante). Le rôle officiel de la Ceni est d'organiser les élections et d'en proclamer les résultats provisoires en toute indépendance. Le Conseil national de Communication (CNC) avait quant à lui rédigé un « code de conduite des médias » interdisant notamment de publier des résultats partiels des scrutins avant la proclamation officielle. Dès lors, notre étonnement fut grand, le soir des élections, d'entendre la « synergie » des médias ayant signé ce code de conduite diffuser des résultats par les ondes de la radio quelques heures après la fermeture des bureaux de vote, alors que la Ceni collectait encore des résultats. Pourquoi cette contradiction ? Pour quelle raison le CNC violait-il ainsi ses propres règles ? Nous observons que ces résultats distillés sans méthode ni explications étaient tous favorables au CNDD-FDD et à son candidat présidentiel Evariste Ndayishimiye. Notre étonnement fut encore plus grand de constater, dans les jours suivants, que plus aucun résultat n'était publié. Silence complet les 22, 23 et 24 mai. Et puis le grand tintamarre : proclamation publique à l'Hotel Club du Lac le lundi 25 mai, en présence de tout le gratin du pays, des ambassadeurs et de la presse. Powerpoint, projection des résultats sur grand écran avec commentaires en direct du président de la Ceni. Ce lundi 25 mai, le score de 68,70% d'Evariste Ndayishimiye semblait indiscutable. Trois jours plus tard, le jeudi 28 mai, le président de la Ceni donnait une conférence de presse pour dire que la proclamation du lundi était nulle et non avenue. Tout le monde se souvient du mot qu'il a choisi à cette occasion : ce n'était qu'un « draft » (brouillon). Finalement les résultats provisoires des élections ont été publiés séparément sur le site numérique de la Ceni, d'être rectifiés et proclamés définitivement par la Cour constitutionnelle le 4 juin. Cette séquence politique extrême fut la conséquence de la Ceni. Elle clôturait une campagne électorale tout aussi inédite, avec un candidat présidentiel d'opposition qui attirait parfois plus de gens que celui du pouvoir lors de ses meetings. C'est pourquoi nous avons dû en avoir le cœur net, de rassembler un maximum de documents sur les scrutins du 20 mai, pour essayer de savoir comment les Burundais avaient effectivement voté ce jour-là. Notre seul but est de contribuer à la vérité et à la démocratie. Nous avons pris le temps de classer et de compiler toutes les copies de PV que nous avons pu obtenir de multiples sources. Nous en détenons suffisamment aujourd'hui pour livrer notre analyse, en cinq parties : 1. Méthodologie. Précisons d'emblée que notre intention n'est jamais d'être de publier les « vrais résultats » des élections de vote par bureau de vote. Seule la Ceni pouvait et pourrait encore le faire. Elle ne l'a pas fait. C'est le premier but de notre travail : essayer de comprendre pourquoi cette carence. Essayer de recouper, de vérifier ce qui peut être. Et, faute de résultats globaux complets, analyser les résultats partiels dont nous disposons. Il y avait 3 scrutins. Nous nous sommes concentrés sur un seul : le scrutin présidentiel. Pour une raison simple et évidente, celle-ci même qui aurait pu et dû permettre à la Ceni de faire connaître rapidement les résultats de cette élection : contrairement aux législatives (18 circonscriptions) et aux communales (129 circonscriptions), il n'y avait qu'une seule circonscription (le Burundi) pour la présidentielle et il n'y avait que 7 candidats. La lecture et la compilation des voix recueillies partout par chacun d'entre eux étaient donc des plus commodes. Nous détenons des photographies de PV venant de plus de 1200 bureaux de votes, soit près de 10% de l'ensemble des bureaux partis sur tout le territoire. C'est à la fois peu et beaucoup. Peu arithmétiquement dans la mesure où l'on est loin de la moitié des votes. Beaucoup statistiquement dans la mesure où les échantillons qui permettent d'estimer le vote global sont toujours très restreints. Mais il ne s'agit pas ici d'un calcul, d'étude scientifique pour être représentatif de l'ensemble. Nous n'avons rien choisi, rien trié, nous comptabilisons tous les PV qui nous sont parvenus, tels quels. Cet « échantillon » est important mais inégalement réparti selon les provinces. Nous n'en avons pas d'autre, mais il est suffisant pour permettre certaines conclusions. Dans le souci d'une information précise, en voici le détail : Bubanza : 4 communes, 75 bureaux Bujumbura-Mairie : 3 communes, 441 bureaux Bujumbura : 6 communes, 42 bureaux Bururi : 4 communes, 38 bureaux Cankuzo : 1 commune, 8 bureaux Cibitoke : 6 communes, 165 bureaux Gitega : 4 communes, 36 bureaux Karusi : 1 commune, 12 bureaux Kayanza : 7 communes, 119 bureaux Kirundo : 2 communes, 26 bureaux Makamba : 4 communes, 121 bureaux Muramvya : 4 communes, 22 bureaux Muyinga : 3 communes, 21 bureaux Ngozi : 3 communes, 70 bureaux Rumonge : 3 communes, 51 bureaux Ruyigi : 2 communes, 16 bureaux Au total : 16 provinces sur 18 ; 57 communes sur 119. Bien sûr, nous aurions préféré avoir 14.000 PV, 119 communes et 18 provinces. Nous aimerions avoir les résultats des provinces de Mwaro et Rutana, et ceux de toutes les communes. Nous en profitons pour demander à la Ceni de les publier tous. Mais ceux que nous détenons sont nombreux et troublants. Ils méritent d'être examinés objectivement. 2. Chiffres Dans un tableau Excel, nous avons encodé tous les résultats consignés dans les 1251 PV qui nous sont parvenus. C'est notre référence de base. Sur cette base, nous avons procédé à certains calculs plus large, mais nous avons surtout réalisé un tableau comparatif des résultats dans les 5 provinces où nous détenons le plus de PV. Nous vous le livrons tel quel. Vous pouvez voir ainsi la différence entre les chiffres de la Ceni et les « n'êtes », basés sur des sources identiques (théoriquement) à celles de la Ceni, soit les PV électoraux. Simple les résultats sont différents. Vous lirez en grasses les pourcentages obtenus par les deux principaux candidats : E.N. pour Evariste Ndayishimiye, le candidat du CNDD-FDD, au pouvoir depuis 2005, et A.R. pour Agathon Rwaso, candidat d'opposition du CNL. MAIRIE 3/3 communes 35,04% votants E.N.% G.S.% L.N.% D.N.% F.R.% A.R.% D.N.% Nuls Blancs Votants Inscrits Taux CENI 36,70



l'heure de ces premières conclusions. Ce qui est d'abord en question, c'est le principe même de l'élection, que le vote de chaque citoyen burundais soit respecté, quel qu'il soit et quelles que soient les conditions dans lesquelles il s'est déroulé. Notre recherche minutieuse, même lorsqu'on y applique une norme marge d'erreur, aboutit à conclusions suivantes :

1. Il est possible que, sur l'ensemble du pays, Agathon Rwasa ait devancé Evariste Ndayishimiye au premier tour de l'élection présidentielle du 20 mai. Il n'est pas indiqué ici de citer des chiffres, forcément trop approximatifs pour être tout-à-fait probants, mais cette possibilité existe. Et il serait facile de la vérifier si l'on dispose de tous les PV.
2. Il est probable que les électeurs burundais aient voté pour un second tour. Dans tous les cas, en effet, il apparaît qu'Evariste Ndayishimiye est trop loin des 50% pour être élu dès le premier tour. Inutile de préciser qu'un second tour aurait été ressenti comme une défaite pour le pouvoir sortant et aurait eu un tel retentissement qu'Evariste Ndayishimiye l'aurait abordé dans les pires conditions, après une campagne déjà très difficile avant le premier tour.
3. Il est certain que la Ceni n'a pas donné les bons résultats, et cela dans aucune province. Cette seule conclusion est extrêmement grave puisqu'elle écarte toute légitimité de l'élection proclamée par la Ceni et validée constitutionnellement. Il y a un moyen très simple d'établir la validité du scrutin : que tous les PV centralisés par la Ceni soient mis à la disposition de tous. Que nous puissions d'une part vérifier la validité des PV dont nous disposons et d'autre part prendre connaissance des autres PV afin qu'il n'y ait aucune contestation possible. C'est simple, c'est peu de demander à être éligible en bonne démocratie.
6. Remarque Il est intéressant (mais à ce stade assez secondaire) de noter que les résultats proclamés par la Ceni reflètent une certaine réalité des votes. Celle-ci est tordue, déformée, mais elle est même parfois inversée pour les deux principaux candidats, mais elle a une base réelle. Par exemple, les meilleurs scores des deux candidats sont réels, pour la Ceni comme pour nous, dans les mêmes lieux. En ce qui concerne les « petits candidats », les scores de la Ceni et les nôtres sont même très proches. Par exemple les « bons » scores de Léonce Ngendakumana en province de Makamba et de Francis Rohero à la Mairie de Bujumbura, sans parler de Gaston Sindimwo qui se classe 3e de l'élection présidentielle, très loin des deux principaux candidats. Ceci apparaît d'ailleurs comme une « preuve » supplémentaire de la valeur de notre recherche : en somme, la Ceni n'est pas occupée de ces résultats-là, elle les a enregistrés. Elle est concentrée sur ceux de Rwasa et C'est ceux-là qu'il fallait à tout prix modifier pour éviter un second tour. 1. A l'exception notable des élections dont les résultats n'ont jamais été publiés par la Ceni, ce qui reste à ce jour totalement inexplicable.
2. Cela va de (Ruyigi) à 35% (Mairie) des suffrages exprimés.
3. Avec des particularités régionales marquantes et certaines variations significatives, réalisées notamment par les élections communales de 2005 et 2010, qui se sont imposées à l'époque comme des scrutins majeurs et les seuls vraiment comparables.
4. Selon la Ceni, la participation à Bujumbura-Mairie est de 67,84% alors qu'elle frise les 90% dans l'ensemble des autres provinces.
5. Cas particulier : la province de Bururi selon la Ceni, l'écart est infime entre les deux : 44,41% pour Rwasa, 44,33% pour Ndayishimiye. MFC

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});